

## STATUTS DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE NATATION

*Validés par l'Assemblée Générale des 26 et 27 avril 2019*

<u>TITRE I : BUTS ET COMPOSITION DE LA FÉDÉRATION</u> .....	3
<u>Article 1 : Buts</u> .....	3
<u>Article 2 : Durée et siège social</u> .....	4
<u>Article 3 : Composition</u> .....	4
<u>TITRE II : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</u> .....	5
<u>Article 4 : Pouvoir et missions de l'Assemblée Générale</u> .....	5
<u>Article 5 : Composition de l'Assemblée Générale</u> .....	6
<u>Article 6 : Réunion de l'Assemblée Générale</u> .....	7
<u>TITRE III : LE COMITÉ DIRECTEUR</u> .....	8
<u>Article 7 : Pouvoirs et missions du Comité Directeur</u> .....	8
<u>Article 8 : Composition du Comité Directeur</u> .....	8
<u>Article 9 : Élection du Comité Directeur</u> .....	9
<u>9.1 – Assemblée Elective</u> .....	9
<u>9.2 – Mandat du Comité Directeur</u> .....	10
<u>9.3 – Vacance du Comité Directeur</u> .....	10
<u>Article 10 : Réunion du Comité Directeur</u> .....	11
<u>TITRE IV : LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ET LE BUREAU FÉDÉRAL</u> .....	12
<u>Article 11 : Missions et rôles du Président et du Bureau Fédéral</u> .....	12
<u>Article 12 : Élections du Président et du Bureau Fédéral</u> .....	12
<u>Article 13 : Rémunération</u> .....	13
<u>Article 14 : Vacance de la Présidence et du Bureau Fédéral</u> .....	13
<u>TITRE V : LES AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION</u> .....	14
<u>Article 15 : Les organismes disciplinaires</u> .....	14
<u>Article 16 : Les commissions</u> .....	14
<u>16.1 - La commission de surveillance des opérations électorales</u> .....	14
<u>16.2 - La commission de la formation</u> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<u>16.3 - La commission des juges et arbitres</u> .....	15
<u>16.4 - La commission médicale</u> .....	15
<u>Article 17 : Le Comité d'éthique et de déontologie</u> .....	15
<u>Article 18 : Les Ligues Régionales et Comités Départementaux ou Interdépartementaux</u>	16
<u>TITRE VI : DROITS ET OBLIGATIONS CONFÉRÉS PAR LA LICENCE</u> .....	18
<u>Article 19 : Adhésion et participation à la vie de la Fédération Française de Natation</u> .....	18

<u>TITRE VII : MOYENS D' ACTIONS</u> .....	19
<u>Article 20 : Moyens financiers</u> .....	19
<u>Article 21 : Moyens humains</u> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<u>TITRE VIII : MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION</u> .....	21
<u>Article 22 : Modification des présents statuts</u> .....	21
<u>Article 23 : Dissolution</u> .....	21
<u>TITRE IX : SURVEILLANCE ET PUBLICITÉ</u> .....	22
<u>Article 24 – Surveillance et publicité</u> .....	22

## PRÉAMBULE

L'Association dite "Fédération Française de Natation", a été fondée en 1920.

Elle est reconnue d'utilité publique par décrets du 7 juillet 1932.

Une délégation du Ministre chargé des sports lui est confiée par l'arrêté du 31 décembre 2016.

La Fédération Française de Natation (F.F.N.) est affiliée à la Fédération Internationale de Natation (F.I.N.A.), seule Fédération régissant dans le monde : la Natation Course, le Plongeon, le Water-Polo, la Natation Artistique, la Natation en Eau Libre.

La F.F.N. est également affiliée à l'International *Ice Swimming* Association (IISA) régissant dans le monde la Natation en Eau Froide.

La Fédération Française de Natation s'interdit et interdit toute discrimination.

Elle veille au respect des principes et valeurs démocratiques et sportives par ses membres ainsi qu'au respect de la Charte d'éthique et de déontologie de la F.F.N. et de la charte d'éthique et de déontologie du sport français établie par le Comité National Olympique et Sportif Français.

La Fédération œuvre de son mieux pour respecter le concept de développement durable et de protection de l'environnement dans ses actions.

## TITRE I : BUTS ET COMPOSITION DE LA FÉDÉRATION

### Article 1 : Buts

La Fédération a pour objet l'étude et la mise en œuvre nécessaires à l'organisation générale et au développement de l'éducation sportive et du sport pour les disciplines de « la natation » : la Natation Course, la Natation Artistique, le Plongeon, le Water-Polo, la Natation en Eau Libre, la Natation en Eau Froide, ainsi que les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, estivales récréatives, d'éveil, de découvertes et de loisirs aquatiques dans l'ensemble de la France métropolitaine et d'outre-mer.

Elle a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités de la natation, de la découverte à l'apprentissage jusqu'au très haut niveau.

Elle a pour mission de promouvoir et de propager, directement et/ou au moyen de ses organes déconcentrés, les valeurs de la natation.

Les moyens d'action de la Fédération sont notamment la création et la mise en place de pédagogies, d'actions de formation, y compris l'apprentissage, via notamment l'Institut National de Formation des Activités de la Natation (INFAN), de démarches, de structures, de

compétitions et sélections, d'organisations techniques et sportives et tous moyens propres à la promotion, au développement et à l'essor des disciplines de la natation.

La Fédération peut, sur décision de son Comité Directeur, apporter un soutien financier sous forme de convention de trésorerie à ses Ligues Régionales ou Territoriales ou Comités Départementaux ou Interdépartementaux à titre exceptionnel.

## **Article 2 : Durée et siège social**

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au 104 Rue Martre CS 70052 92583 Clichy Cedex.

Le siège social peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'Assemblée Générale.

## **Article 3 : Composition**

La Fédération se compose d'associations sportives légalement constituées qui lui sont affiliées dans les conditions prévues par le chapitre Ier du titre III du livre Ier du Code du Sport et par l'article 2 du Règlement Intérieur.

L'affiliation à la Fédération est délivrée à toute association constituée pour la pratique de la discipline ou de l'une des disciplines comprises dans l'objet de la Fédération dès lors qu'elle satisfait aux conditions mentionnées à l'article R121-3 du Code du Sport pris pour l'application de l'article L.121-4 du Code du Sport et relatif à l'agrément des groupements sportifs, et que l'organisation de cette association est compatible avec les présents Statuts et le Règlement Intérieur de la Fédération Française de Natation.

La Fédération peut refuser l'affiliation d'une association :

- En cas de non-respect de l'article R.121-3 du Code du Sport, relatif à l'agrément des groupements sportifs,
- En cas de non-respect de la procédure d'affiliation prévue au Règlement Intérieur,
- Ou pour tout motif tenant à l'incompatibilité de l'objet, de l'organisation ou du fonctionnement du groupement concerné au regard des statuts, du règlement Intérieur ou des règlements de la F.F.N.

La Fédération peut comprendre également, des membres bienfaiteurs, des membres d'honneur et des membres honoraires.

Les associations sportives affiliées contribuent au fonctionnement de la Fédération par le paiement d'une cotisation dont le montant et les modalités de versement sont fixés par l'Assemblée Générale.

Une association peut apporter tout ou partie de son activité à une autre association affiliée si et seulement si elle est, elle-même, affiliée à la Fédération.

## TITRE II : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Article 4 : Pouvoir et missions de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la Fédération.

Sur proposition du Comité Directeur, l'Assemblée Générale adopte le Règlement Intérieur et les Règlements Financiers.

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal, pour motif grave et dans le respect des droits de la défense, par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1° L'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix.

2° Les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés.

3° La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

L'Assemblée Générale entend chaque année les rapports sur la gestion du Trésorier, des Vérificateurs aux Comptes et du Commissaire aux Comptes, et sur la situation morale de la Fédération. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Elle fixe les cotisations dues par les associations affiliées. L'Assemblée Générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans et décide seule des emprunts excédant la gestion courante ainsi que de l'aliénation des biens mobiliers dépendant de la dotation.

Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux associations sportives affiliées à la Fédération.

Elle désigne également les Vérificateurs aux Comptes et le Commissaire aux Comptes.

## Article 5 : Composition de l'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se compose des délégués régionaux représentant des associations sportives affiliées à la Fédération.

Ces représentants doivent être licenciés à la Fédération. Ils sont élus par les assemblées générales des Ligues Régionales qui devront se dérouler durant la période électorale mentionnée à l'article 6.1 du Règlement Intérieur fédéral.

Ils disposent d'un nombre de voix déterminé, en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque région par les clubs affiliés conformément au barème ci-après résultant de l'addition du nombre de membres régulièrement licenciés au 15 septembre précédant l'assemblée générale régionale.

Ce total donne droit au nombre de voix ci-après :

- de 3 à 20 : 1 voix ;
- de 21 à 50 : 2 voix ;
- de 51 à 500 : 1 voix supplémentaire par tranche de 50 ou fraction de 50 ;
- de 501 à 1000 : 1 voix supplémentaire par tranche de 100 ou fraction de 100 ;
- au-delà de 1000 : 1 voix supplémentaire par tranche de 500 ou fraction de 500.

Les voix sont partagées d'une manière égale entre les délégués, nommés spécialement à cet effet. Des suppléants à ces délégués sont aussi nommés, le reliquat éventuel étant attribué au délégué le plus âgé ou à défaut à son suppléant.

Chaque Ligue Régionale nomme ainsi, lors des assemblées générales régionales, un nombre déterminé de délégués et leurs suppléants pour voter à l'Assemblée Générale fédérale :

- Pour les Ligues Régionales comptant jusque 7 500 licences délivrées par les clubs affiliés ayant leur siège dans leur ressort territorial, un seul délégué est désigné par le comité directeur régional parmi les membres de celui-ci - en cas d'égalité, sont désignés le plus âgé des délégués susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale
- 
- Pour les Ligues Régionales comptant entre 7 501 et 20 000 licences délivrées par les clubs affiliés ayant leur siège dans leur ressort territorial, quatre délégués et leurs quatre suppléants sont nommés comme suit :
  - o trois délégués et leurs trois suppléants sont désignés par le comité directeur régional parmi les membres de celui-ci - en cas d'égalité, sont désignés les plus âgés des délégués et/ou des suppléants susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale ;
  - o Un délégué et son suppléant sont désignés par les Présidents des Comités Départementaux ou Interdépartementaux parmi eux - en cas d'égalité, est

- désigné le plus âgé des délégués et/ou des suppléants susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale ; ;
- Pour les Ligues Régionales comptant plus de 20 000 licences délivrées par les clubs affiliés ayant leur siège dans leur ressort territorial, cinq délégués et leurs cinq suppléants sont nommés comme suit :
    - o Trois délégués et leurs trois suppléants sont désignés par le comité directeur régional parmi les membres de celui-ci - en cas d'égalité, sont désignés les plus âgés des délégués ou des suppléants susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale ;
    - o Un délégué et son suppléant sont désignés par les Présidents des Comités Départementaux ou Interdépartementaux parmi eux - en cas d'égalité, est désigné le plus âgé des délégués ou des suppléants susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale ;.
    - o Un délégué et son suppléant sont désignés par les Présidents des clubs de plus de 700 licenciés parmi eux - en cas d'égalité, est désigné le plus âgé des délégués ou des suppléants susceptibles d'être nommés - puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale régionale ;.

En cas d'absence à l'Assemblée Générale fédérale d'un délégué titulaire, seul le suppléant de ce délégué désigné expressément comme tel pourra le remplacer et ainsi disposer de son nombre de voix conformément au barème ci-avant défini.

Toutefois, les Ligues comptant jusqu'à 7500 licences délivrées par les clubs affiliés ayant leur siège dans leur ressort territorial pourront donner pouvoir à un délégué d'une autre Ligue Régionale.

Le titre de membre honoraire et d'honneur peut être décerné par le Comité Directeur aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'Assemblée Générale, avec voix consultative, sans être tenues de payer une cotisation.

Peuvent assister, avec voix consultative, aux séances de l'Assemblée Générale :

- Les Présidents de Ligue Régionale, qui ne sont pas déjà délégué régional ; Le Directeur Technique National et ses collaborateurs , les agents rétribués par la Fédération, sous réserve de l'autorisation du Président.

## **Article 6 : Réunion de l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président de la Fédération.

Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix. L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur qui soumet à l'Assemblée Générale l'approbation des rapports financiers, du vote du budget, et

l'adoption des actions et règlements intérieur et financiers conformément à l'article 4 des présents Statuts.

### TITRE III : LE COMITÉ DIRECTEUR

#### Article 7 : Pouvoirs et missions du Comité Directeur

La Fédération est administrée par un Comité Directeur qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale ou à un autre organe de la Fédération.

Le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau chargé du suivi des affaires quotidiennes.

Le Comité Directeur suit l'exécution du budget.

Le Règlement Intérieur est préparé par le Comité Directeur et adopté par l'Assemblée Générale.

Les titres sportifs pour la délivrance desquels la Fédération reçoit délégation du Ministre chargé des sports sont attribués par le Comité Directeur sur proposition des commissions sportives.

Le Comité Directeur institue les commissions qu'il juge nécessaires et celles dont la création est prévue par le Ministre chargé des sports.

Le Comité Directeur adopte le Règlement Médical, le Règlement Disciplinaire, et les Règlements Sportifs.

#### Article 8 : Composition du Comité Directeur

Le Comité Directeur est composé de trente-deux membres, comprenant obligatoirement et au minimum :

- un médecin licencié ;
- un nombre de femmes et d'hommes déterminé selon les modalités suivantes :
  - o si la proportion de licenciés de l'un des deux sexes est inférieure à 25%, le sexe le moins représenté parmi les licenciés bénéficiera de 25% des sièges ;
  - o si la proportion de licenciés de chacun des 2 sexes est supérieure ou égale à 25%, chacun des sexes bénéficiera d'au moins 40% des sièges.



Dans ces deux hypothèses, les licences à prendre en compte sont celles enregistrées à la Fédération au 15 septembre précédant l'élection du Comité Directeur et le nombre de sièges ainsi obtenu sera arrondi à l'entier supérieur. Sauf en cas de nouvelle élection faisant suite à un vote de révocation du Comité Directeur, la proportion femmes/hommes sera considérée comme constante durant toute la durée du mandat du Comité Directeur, y compris en cas de remplacement suite à une vacance de poste.

## **Article 9 : Élection du Comité Directeur**

### **9.1 – Assemblée Elective**

1°) L'Assemblée Elective élit le Comité Directeur pour un mandat de quatre ans.

Elle peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal, pour motif grave et dans le respect des droits de la défense, par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

a° L'Assemblée Elective doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;

b° La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

2°) L'Assemblée Elective se compose des représentants directs des associations sportives à jour de leur cotisation et affiliées à la Fédération durant la saison précédente.

Chaque association y délègue son président ou l'un de ses membres en cas d'empêchement de ce dernier. Ces représentants doivent être licenciés à la Fédération.

Tout participant à l'Assemblée Elective en qualité de représentant d'une association affiliée doit être titulaire d'un pouvoir. Ce pouvoir, pour être valable, doit être daté et signé par l'association sportive représentée et comporter son cachet.

Il dispose d'un nombre de voix déterminé, en fonction du nombre de licences délivrées dans chaque association sportive conformément au barème « 1 licence = 1 voix » résultant de l'addition du nombre de membres régulièrement licenciés au 15 septembre précédant l'Assemblée Elective.

Dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur, il est recouru au vote électronique et décentralisé lors des assemblées générales régionales pour l'élection des membres du Comité Directeur fédéral.

Peuvent assister à l'Assemblée Elective, avec voix consultative, sous réserve de l'autorisation du Président, les agents rétribués de la Fédération.

3°) L'Assemblée Elective est convoquée par le Président de la Fédération au moins une fois tous les quatre ans, à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le tiers des membres de l'Assemblée Elective représentant le tiers des voix comme prévu à l'article 9.1.1°)

## **9.2 – Mandat du Comité Directeur**

Les membres du Comité Directeur sont élus au scrutin secret de liste mixte à un tour pour une durée de quatre ans dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur.

Les candidats aux postes de membres du Comité Directeur de la Fédération doivent :

- être majeurs et âgés de moins de 70 ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle a lieu l'élection ;
- avoir été licenciés à la Fédération pendant trente-six mois, consécutifs ou non, à la date limite de dépôt des candidatures ;

Ne peuvent être élues membres d'une instance dirigeante :

1° Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;

2° Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;

3° Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps, notamment pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.

Ils sont rééligibles.

Durant toute la durée de leur mandat, chaque membre du Comité Directeur doit être titulaire d'une licence en cours de validité pour pouvoir valablement siéger au Comité Directeur ainsi que, le cas échéant, au Bureau fédéral. Tout membre du Comité Directeur devra renouveler sa licence dès le 15 septembre de chaque année et au plus tard la veille du premier Comité Directeur suivant le 15 septembre. A défaut, il sera déclaré démissionnaire.

Le mandat du Comité Directeur expire au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les jeux Olympiques d'été.

## **9.3 – Vacance du Comité Directeur**

Tout membre du Comité Directeur qui n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

A titre exceptionnel, le Comité Directeur pourra considérer les trois absences comme justifiées et ainsi refuser la démission automatique du membre concerné.

En cas de vacance, le candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste s'étant vu attribuer le siège devenu vacant est appelé à remplacer le membre du Comité Directeur dont le siège est devenu vacant pour quelque cause que ce soit.

Si le candidat ainsi désigné se désiste ou ne remplit plus au jour de l'attribution du poste les conditions d'éligibilité, le poste est attribué au candidat suivant de cette même liste et ainsi de suite, jusqu'au dernier candidat de la liste, tant que le poste n'est pas attribué.

Cette disposition s'entend dans le respect de la représentation des femmes et des hommes mentionnée à l'article 8 des présents Statuts. Ainsi, si la personne arrivant immédiatement en position suivante sur la liste ne permet pas de respecter la représentation par sexe, le candidat suivant, qui devra être du même sexe que la personne démissionnaire, se verra attribuer le poste vacant. Dans l'hypothèse où cette représentation ne pourrait être assurée du fait du sexe des candidats restants sur la liste, le poste restera vacant.

Jusqu'à la fin du mandat du Comité Directeur expirant au plus tard le 31 décembre 2020, qui n'a pas été élu par un scrutin de liste mais par un scrutin uninominal, le Comité Directeur pourvoit par cooptation au remplacement du poste vacant.

Si la vacance concerne le poste de médecin et qu'aucun médecin ne figure, parmi les membres restants du Comité Directeur, le Comité Directeur pourvoit par cooptation au remplacement de ce poste de médecin.

Dans le cas où une seule liste serait représentée ou si une liste est épuisée de sorte qu'il n'est pas possible de pourvoir au poste vacant par un candidat présent sur cette liste, le Comité Directeur pourvoit également par cooptation au remplacement de ce poste.

Le mandat de la personne ayant remplacé un membre du Comité Directeur dont le siège était devenu vacant, expire en même temps que celui des autres membres du Comité Directeur normalement élus.

### **Article 10 : Réunion du Comité Directeur**

Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de la Fédération qui peut par là même demander la présence de personnes non membres du Comité Directeur à titre exceptionnel. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres ou à la demande du quart des membres de la Fédération.

Le Comité Directeur ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.

Le Directeur Technique National et ses collaborateurs peuvent assister avec voix consultative aux séances du Comité Directeur.

Les agents rétribués de la Fédération peuvent assister aux séances avec voix consultative, s'ils y sont invités par le Président. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général.

## TITRE IV : LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ET LE BUREAU FÉDÉRAL

### Article 11 : Missions et rôles du Président et du Bureau Fédéral

Le Président de la Fédération préside les Assemblées Générales, le Comité Directeur et le Bureau. Il ordonnance les dépenses. Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Toutefois, la représentation de la Fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Le Bureau fédéral se réunit au moins trois fois par an.

Il est convoqué par le Président de la Fédération ; la convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

Le Bureau ne délibère valablement que si au moins un tiers de ses membres est présent.

Le Directeur Technique National et ses collaborateurs peuvent assister avec voix consultative aux séances du Bureau.

Les agents rétribués de la Fédération peuvent assister aux séances avec voix consultative, s'ils y sont invités par le Président. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général.

### Article 12 : Élections du Président et du Bureau Fédéral

Le Président de la Fédération est élu par le Comité Directeur dans les conditions définies par le Règlement Intérieur.

Le Président est choisi parmi les membres du Comité Directeur.

Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats, consécutifs ou non, au poste de Président de la Fédération.

Sont incompatibles avec le mandat de Président de la Fédération les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Fédération, de ses organes internes ou des clubs qui lui sont affiliés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus.

Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau composé d'au moins six personnes. Il comprend au moins le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier.

Les mandats du Président et du Bureau prennent fin avec celui du Comité Directeur.

### **Article 13 : Rémunération**

L'exercice des fonctions dévolues au Président, au Secrétaire Général et au Trésorier de la Fédération Française de Natation peut justifier le versement d'une rémunération.

Ces dirigeants peuvent recevoir cette rémunération sous conditions des ressources de la Fédération telles que fixées à l'article 261-7° du Code Général des Impôts et 242C de l'annexe 2 du Code Général des Impôts et dans le respect du caractère non lucratif de la Fédération, en tant qu'association, suivant les modalités définies dans le Règlement Intérieur.

La décision de rémunérer les dirigeants de la F.F.N. est une décision soumise au vote de l'Assemblée Générale.

### **Article 14 : Vacance de la Présidence et du Bureau Fédéral**

En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, le Comité Directeur élit, parmi ses membres, au scrutin secret, un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, lors de sa réunion suivante.

De même, les postes vacants au Bureau avant l'expiration de ce mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de la réunion du Comité Directeur suivante, dans les conditions prévues à l'article 12 des présents Statuts.

## TITRE V : LES AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION

### Article 15 : Les organismes disciplinaires

Le pouvoir disciplinaire de la Fédération s'exerce dans les conditions fixées par le règlement disciplinaire pris en application du Règlement Disciplinaire type des fédérations sportives agréées.

C'est en respect de ce texte que sont constitués des organismes disciplinaires qui exercent leur mission en toute indépendance.

### Article 16 : Les commissions

Les commissions ci-après listées sont obligatoires et expressément prévues par le Ministre chargé des sports.

La Fédération peut constituer en son sein d'autres commissions spéciales pour l'aider dans ses missions, notamment par des travaux préparatoires sur la rédaction des textes et par un suivi des domaines spécifiques d'activité.

Un membre au moins du Comité Directeur doit siéger dans chacune de ces commissions.

La composition et le fonctionnement de toutes ces commissions spéciales sont prévus dans le Règlement Intérieur de la Fédération Française de Natation.

#### 16.1 - La commission de surveillance des opérations électorales

La commission de surveillance des opérations électorales est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du Président et des instances dirigeantes, au respect des dispositions prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur.

La commission se compose de quatre membres honoraires ou personnes qualifiées désignées par le Comité Directeur. Il est impossible pour ces membres d'être candidats aux élections des instances dirigeantes de la Fédération ou de ses organes déconcentrés.

Elle peut être saisie par le Président, le Comité Directeur et tout candidat placé en tête de liste.

Cette commission peut procéder à tous les contrôles et vérifications utiles.

La commission de surveillance des opérations électorales :

- a) a compétence pour se prononcer sur la recevabilité des candidatures par une décision prise en premier et dernier ressort ;
- b) peut avoir accès à tout moment aux bureaux de vote, leur adresser tous conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires.
- c) peut demander à ce que tout document nécessaire à l'exercice de ses missions lui soit présenté.
- d) peut, en cas de constatation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, que ce soit avant ou après la proclamation des résultats.

### **16.2 - La commission des juges et arbitres**

La commission des juges et arbitres est chargée :

- a) De suivre l'activité des juges et arbitres, de proposer les conditions dans lesquelles sont assurés la formation et le perfectionnement des arbitres et juges des disciplines pratiquées par la Fédération, et d'élaborer les règles propres à cette activité en matière de déontologie et de formation.
- b) De veiller à la promotion des activités d'arbitrage auprès des jeunes licenciés de la Fédération.

### **16.3 - La commission médicale**

Il est institué une commission médicale dont la composition et le fonctionnement sont précisés par le Règlement Intérieur.

## **Article 17 : Le Comité d'éthique et de déontologie**

I. – Le Comité d'éthique et de déontologie comprend neuf membres, dont son propre président, désignés par le Comité Directeur sur proposition du Président et n'occupant aucune fonction d'élu ou de salarié au sein de la F.F.N ou de ses organes déconcentrés :

- 1°) trois personnalités ayant compétence dans le domaine juridique ;
- 2°) trois personnalités ayant compétence dans les domaines scientifique, médical ou technique ;
- 3°) trois personnalités reconnues pour leur expérience ou leur rayonnement dans le domaine du sport.

Le mandat de chacun des membres du comité d'éthique et de déontologie prend fin avec celui du Comité Directeur. Il n'est pas révocable.

Tout membre dont l'empêchement est constaté par le Comité d'éthique et de déontologie statuant à la majorité des deux tiers de ses membres est réputé démissionnaire.

En cas de vacance survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat d'un membre, il est pourvu à la nomination d'un remplaçant pour la période restant à courir du mandat de la personne qu'il remplace.

II. – Le Comité d'éthique et de déontologie se réunit sur convocation de son Président.

Il ne peut délibérer que lorsque cinq au moins de ses membres sont présents. Le président du Comité de déontologie a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

III. – Le Comité d'éthique et de déontologie est compétent :

1°) pour veiller à l'application de la Charte d'éthique et de déontologie établie par la F.F.N. et conforme aux principes définis par la charte prévue à l'article L. 141-3 du Code du Sport ;

2°) pour saisir, le cas échéant, les organes disciplinaires compétents,

3°) pour donner un avis ou formule des propositions sur toute question intéressant la déontologie des disciplines de la natation.

### **Article 18 : Les Ligues Régionales et Comités Départementaux ou Interdépartementaux**

La Fédération constitue en son sein, sous la forme d'associations sportives déclarées, des organismes régionaux et départementaux ou interdépartementaux.

Ces organismes régionaux et départementaux ou interdépartementaux sont chargés de représenter la Fédération dans leur ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie des missions de la Fédération.

Le ressort territorial de ces associations sportives ne peut être autre que celui des services déconcentrés du Ministère chargé des sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du Ministre chargé des sports.

La Fédération peut constituer, par décision de l'Assemblée Générale, des organismes régionaux, départementaux ou locaux dans les départements d'outre-mer, à Saint- Pierre-et-Miquelon ou à Mayotte, le cas échéant, auxquels elle peut confier l'exécution d'une partie de ses missions.

Ces organismes peuvent en outre conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des États de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de



la Fédération, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

Tous ces organismes sont constitués sous la forme d'associations sportives déclarées dont les statuts, approuvés par l'Assemblée Générale de la Fédération, doivent respecter les dispositions des Statuts-types obligatoires applicables aux Ligues Régionales et aux Comités Départementaux ou Interdépartementaux. Ils pourront être complétés, sur certains aspects laissés aux soins desdits organismes, et devront, le cas échéant, être soumis à l'approbation de la commission juridique de la FFN avant adoption par l'assemblée générale de la Ligue ou du Comité concerné(e).

**18.1** - Peuvent seules constituer un organisme départemental ou interdépartemental de la Fédération les associations sportives dont les statuts respectent les Statuts-types obligatoires applicables aux Comités Départementaux ou Interdépartementaux, et notamment :

1° Que leurs Statuts soient compatibles avec les Statuts de la Fédération ;

2° Que leur assemblée générale se compose de représentants élus des associations sportives à jour de leur cotisation et affiliées à la Fédération durant la saison précédente.

3° Que les représentants de ces associations disposent à cette assemblée générale départementale ou interdépartementale d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivrées dans le groupement au 15 septembre la précédant.

**18.2** - Peuvent seules constituer un organisme régional de la Fédération les associations sportives dont les statuts respectent les Statuts-types obligatoires applicables aux Ligues Régionales, et notamment :

1° Que leurs Statuts soient compatibles avec les Statuts de la Fédération ;

2° Que leur assemblée générale se compose de représentants des associations sportives à jour de leur cotisation et affiliées à la Fédération durant la saison précédente,

3° Que les représentants de ces associations disposent à cette assemblée générale régionale d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivrées dans le groupement au 15 septembre la précédant.

**18.3** - Les statuts des organismes régionaux et départementaux ou interdépartementaux doivent prévoir, en outre, que ceux-ci sont administrés par un comité directeur élu au scrutin uninominal à deux tours.

## TITRE VI : DROITS ET OBLIGATIONS CONFÉRÉS PAR LA LICENCE

### Article 19 : Adhésion et participation à la vie de la Fédération Française de Natation

**19.1** - Tout membre adhérent à une structure visée à l'article 3 des Statuts doit être en possession d'une licence délivrée par la Fédération quelle que soit la discipline pratiquée ou le poste occupé au sein d'une association affiliée. La Fédération peut, en cas de non-respect de cette obligation par une association affiliée, prononcer une sanction dans les conditions prévues par son Règlement Disciplinaire.

La licence prévue à l'article L.131-6 du Code du Sport et délivrée par la Fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux Statuts et Règlements de celle-ci.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la Fédération.

La licence annuelle est délivrée pour la durée de la saison sportive, c'est à dire du 16 septembre au 15 septembre de l'année suivante.

Seule la licence annuelle donne droit de représentativité au sein des instances fédérales.

Elle est délivrée au titre d'un des types suivants :

- Licence Compétition
- Licence Compétition estivale
- Licence Natation pour tous (découverte/apprentissage/perfectionnement et Forme)
- Licence Natation pour tous – Animation (découverte/apprentissage/perfectionnement et Forme)
- Licence Encadrement (Dirigeant/Bénévole/Officiel/Entraîneur) ;
- Licence Eau libre promotionnelle ;
- Licence J'apprends à nager ;
- E-Licence.

Ces licences et les modalités de prise de licence sont définies à l'article 19 du Règlement Intérieur.

**19.2** - La licence est délivrée au pratiquant aux conditions générales suivantes, détaillées dans le Règlement Intérieur :

- s'engager à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique ;
- répondre aux critères liés, notamment à l'âge, à la nature de la discipline ou de l'activité pratiquée, à la durée de la saison sportive, à la participation à des compétitions.

**19.3** - La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la Fédération.

**19.4** - La qualité de licencié de la Fédération se perd par la démission ou par la radiation, notamment pour non-paiement des cotisations.

La démission est prononcée suite au départ volontaire du licencié.

La licence peut être retirée à son titulaire pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire.

**19.5** - Sont ouvertes uniquement aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence, les activités Nagez Grandeur Nature. La délivrance du titre permettant la participation de ces non-licenciés à ces activités peut donner lieu à la perception d'un droit fixé par l'Assemblée Générale. Elle peut en outre être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité et celle des tiers.

**19.6** - Paris sportifs : Conformément à l'article L.131-16 du Code du Sport, les acteurs des compétitions organisées par la F.F.N., dont la liste est fixée par l'article D131-36-1, ne peuvent :

a) Réaliser des prestations de pronostics sportifs sur l'une des compétitions de leur discipline lorsqu'ils sont contractuellement liés à un opérateur de paris sportifs titulaire de l'agrément prévu à [l'article 21 de la loi n° 2010-476](#) du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne ou lorsque ces prestations sont effectuées dans le cadre de programmes parrainés par un tel opérateur ;

b) Détenir une participation au sein d'un opérateur de paris sportifs titulaire de l'agrément prévu au même article 21 qui propose des paris sur la discipline sportive concernée ;

c) Engager, directement ou par personne interposée, des mises sur des paris reposant sur l'une des compétitions de leur discipline et de communiquer à des tiers des informations privilégiées, obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions, et qui sont inconnues du public.

## TITRE VII : MOYENS D' ACTIONS

### Article 20 : Moyens financiers

### **20.1 - Dotation**

Elle comprend :

- 1° Une somme d'argent de 400 € constituée en valeurs placées conformément aux prescriptions de l'article suivant.
- 2° Les immeubles nécessaires au but recherché par la Fédération, ainsi que les bois, forêts ou terrains à boiser.
- 3° Les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été décidé.
- 4° Les sommes versées pour le rachat des cotisations.
- 5° Le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de la Fédération.
- 6° La partie des excédents de ressources qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de la Fédération pour l'exercice suivant.

### **20.1 Bis**

Les actifs éligibles aux placements des fonds de la fédération sont ceux autorisés par le code de la sécurité sociale pour la représentation des engagements règlementés des institutions et unions exerçant une activité d'assurance.

### **20.2 - Ressources**

Les ressources annuelles de la Fédération comprennent :

- 1° Le revenu de ses biens à l'exception de la fraction prévue au 5° de l'article 20.1.
- 2° Les cotisations et souscriptions de ses membres.
- 3° Le produit des licences et des manifestations.
- 4° Les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics.
- 5° Les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente.
- 6° Le produit des rétributions perçues pour services rendus.

### **20.3 - Tenue de la comptabilité**

La comptabilité de la Fédération est tenue conformément aux lois en vigueur. Cette comptabilité fait apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

Une comptabilité distincte, formant un chapitre spécial de la comptabilité de la Fédération, est tenue par les établissements gérés par la Fédération mentionnés dans le Règlement Intérieur, autant que de besoins.

Il est justifié chaque année auprès du Ministre chargé des sports, de l'emploi des fonds provenant des subventions reçues par la Fédération au cours de l'exercice écoulé.

## **TITRE VIII : MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION**

### **Article 21 : Modification des présents statuts**

Les Statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Comité Directeur ou sur proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale, représentant le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux membres de l'Assemblée Générale un mois au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont votants. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour. La convocation est adressée aux membres de l'Assemblée quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'Assemblée Générale nouvellement convoquée statue alors sans condition de quorum.

Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres votants, représentant au moins les deux tiers des voix.

Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant la modification des Statuts sont adressées sans délai au Ministre chargé des sports.

### **Article 22 : Dissolution**

**22.1** - L'Assemblée Générale ne peut prononcer la dissolution de la Fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions de l'article 22. Elle se prononce dans les conditions prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 22.

**22.2** - En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fédération.

Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements mentionnés au dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

**22.3** - Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant la dissolution de la Fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au Ministre chargé des sports.

## TITRE IX : SURVEILLANCE ET PUBLICITÉ

### Article 23 : Surveillance et publicité

**23.1** - Le Président de la Fédération ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la Préfecture du Département ou à la Sous-Préfecture de l'arrondissement où elle a son siège tous les changements intervenus dans la direction de la Fédération.

Les documents administratifs de la Fédération et ses pièces de comptabilité, dont un règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre chargé des sports ou de son délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par l'un d'eux.

Le rapport moral et le rapport financier et de gestion sont adressés chaque année au ministre chargé des sports.

**23.2** - Le Ministre chargé des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la Fédération et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

**23.3** - La publication des Règlements prévus par les présents Statuts et les autres règlements arrêtés par la Fédération est assurée sous forme électronique dans des conditions de nature à garantir sa fiabilité sur le site internet [www.ffnatation.fr](http://www.ffnatation.fr) auquel le public a accès gratuitement.